



Tensions entre les États-Unis et la Corée du Sud au sujet de leur attitude envers la Corée du Nord

Par [Peter Symonds](#)

Mondialisation.ca, 29 novembre 2018
[wsws.org](#) 28 novembre 2018

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

La Corée du Sud a annoncé le week-end dernier que le Conseil de sécurité de l'ONU avait finalement accordé une exemption de sanctions pour son projet de travailler avec la Corée du Nord sur une étude conjointe, comme première étape d'une reprise des liaisons ferroviaires et routières entre les deux Corée, coupées pendant la guerre de Corée en 1950-53.

Alors que les États-Unis n'ont pas utilisé leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer leur allié, l'Administration Trump est de plus en plus insatisfaite des initiatives du président sud-coréen, Moon Jae in, pour favoriser des relations plus étroites avec la Corée du Nord avant un accord sur sa dénucléarisation. Washington a effectivement retardé l'étude, prévue en août, et de nouveau le mois dernier, déclarant qu'elle pourrait violer les sanctions de l'ONU.

Trump insiste sur le fait que les États-Unis ne lèveront pas les sanctions punitives contre la Corée du Nord tant qu'elle n'aura pas répondu à ses demandes de démantèlement de ses arsenaux, nucléaires et de missiles, de ses installations et de ses programmes de production. Il a rencontré le dirigeant nord-coréen, Kim Jong un, à Singapour en juin avec pour résultat une déclaration commune vaguement formulée dans laquelle celui-ci avait accepté «la dénucléarisation de la péninsule coréenne» en échange de garanties de sécurité non spécifiées des États-Unis.

Les États-Unis ont mis fin à leurs exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud et la Corée du Nord a mis fin à tous les essais nucléaires et de missiles. Cependant, après plus de cinq mois, les pourparlers entre les États-Unis et la Corée du Nord sont au point mort. Washington a rejeté les appels de la Corée du Nord en faveur d'un traité de paix visant à mettre officiellement fin à la guerre de Corée et d'une levée progressive des sanctions en échange de la dénucléarisation.

Au début du mois, une réunion entre le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et son homologue nord-coréen, Kim Yong chol, a été annulée. La semaine dernière, un site web nord-coréen a critiqué l'absence de concessions de la part des États-Unis. «Ces actes des États-Unis semblent provenir d'une façon de penser de l'époque médiévale selon laquelle seules des tactiques menaçantes, coercitives et barbares pourraient renforcer leur pouvoir de négociation», a-t-il déclaré, ajoutant que de telles tactiques ne pouvaient pas fonctionner.

Le président sud-coréen Moon tient cependant à améliorer les relations et à réduire les

tensions avec la Corée du Nord, qui, l'année dernière, menaçaient d'engloutir la péninsule coréenne dans la guerre. Prenant la parole à l'ONU, Trump a averti de manière belliqueuse que la Corée du Nord risquait une «destruction totale» si elle menaçait les États-Unis.

Lors d'un sommet tenu en avril, Kim Moon et le dirigeant nord-coréen Kim Jong un, ont convenu de prendre des mesures concrètes pour reconnecter les réseaux ferroviaire et routier des deux pays. La Corée du Sud a proposé de rénover le système ferroviaire nord-coréen et d'envoyer un train et des ingénieurs de l'autre côté de la frontière pour mener une enquête commune, ce que la Corée du Nord a accepté.

Le rétablissement des liaisons de transport n'est qu'une partie des plans plus larges de l'Administration Moon visant à intégrer économiquement les économies des deux Corée. Son Parti démocrate a longtemps été associé à la politique dite du « rayon de soleil » visant à transformer la Corée du Nord en plate-forme de main-d'œuvre à bon marché pour les trusts sud-coréens.

Suite à l'annonce, le week-end dernier, d'une exemption des sanctions de l'ONU, les actions des entreprises sud-coréennes liées à la construction ferroviaire ont fortement augmenté - de 30 pour cent pour Korean Engineering Consultants et Yooshin Engineering. Un rapport de l'IBK Economic Research Institute de cette année estime que les plans du gouvernement pour un engagement économique avec la Corée du Nord pourraient augmenter le PIB de la Corée du Sud de plus de 1 pour cent.

Les liaisons ferroviaires, routières et par pipeline à travers la Corée du Nord vers la Chine, la Russie et l'Europe ont été au cœur de la politique du 'rayon de soleil' du président Kim Dae jung. Cependant, le président américain George Bush a saboté ces plans lors de son entrée en fonction en 2001 lorsqu'il a appelé à une révision de la politique américaine à l'égard de la Corée du Nord et a saboté l'accord-cadre de 1994 visant à mettre un terme aux ambitions de Pyongyang de fabriquer des armes nucléaires.

Le président Moon a également pris des mesures pour apaiser les tensions militaires avec la Corée du Nord dans la zone démilitarisée (DMZ) qui sépare les deux Corées. Des accords ont été conclus au cours de pourparlers en septembre pour démanteler tous les postes de garde et mettre fin aux exercices de tir réel le long de la zone démilitarisée, désarmer et limiter le nombre de soldats des deux parties dans le village frontalier commun de Panmunjom. Ce mois-ci, la Corée du Nord et la Corée du Sud ont chacune démoli 10 postes de garde.

L'Administration Trump a toutefois exprimé ses préoccupations au sujet du réchauffement des relations entre les deux Corée. La semaine dernière, le secrétaire d'État Pompeo a averti la Corée du Sud qu'elle devait «veiller à ce que la paix dans la péninsule et la dénucléarisation de la Corée du Nord ne soient pas à la traîne derrière l'augmentation des relations entre les deux Corées». Il s'exprimait après un groupe de travail conjoint avec la Corée du Sud pour «coordonner» la politique nord-coréenne, c'est-à-dire pour s'assurer que Séoul respecte la ligne de Washington.

Bien que l'Administration Moon ne se soit pas ouvertement opposée ou ait critiqué la position intransigeante de l'Administration Trump à l'égard de la Corée du Nord, l'intransigeance américaine suscite la frustration dans les rangs gouvernementaux. «Tant que ce manque de confiance persistera, les États-Unis et la Corée du Nord ne feront que tourner en rond dans un cercle vicieux» a récemment déclaré Lee Soo hyuck, ancien

négociateur et législateur du gouvernement sud-coréen, au *Washington Post*.

L'Administration Trump, cependant, ne semble pas vouloir faire de concessions à la Corée du Nord. Plus tôt ce mois-ci, l'armée américaine a organisé de façon provocante des exercices militaires à petite échelle avec la Corée du Sud, impliquant au total 500 marines. La semaine dernière, le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, a annoncé que les manœuvres annuelles conjointes Foal Eagle se dérouleraient bien l'année prochaine, même si leur portée a été «réduite» afin d'éviter de «nuire à la diplomatie».

Les exercices militaires Foal Eagle sont clairement une répétition pour une guerre avec la Corée du Nord. Bien qu'ils aient été retardés cette année pour ne pas coïncider avec les Jeux olympiques d'hiver en Corée du Sud, ces jeux de guerre ont impliqué plus de 300.000 soldats américains et sud-coréens soutenus par l'artillerie, les blindés lourds, les navires de guerre et les avions militaires.

Si les exercices se poursuivent l'année prochaine, ils provoqueront certainement une réaction de colère de la part de Pyongyang. Alors que la Corée du Nord a gelé ses essais nucléaires et de missiles et détruit les entrées de son site d'essais nucléaires, la seule mesure prise par les États-Unis fut de réduire ses exercices militaires conjoints. La Corée du Nord souhaite désespérément un assouplissement des sanctions de l'ONU et des États-Unis qui ont bloqué une grande partie de son commerce et paralysé son économie.

Alors qu'un deuxième sommet entre Trump et le dirigeant nord-coréen Kim a été évoqué, rien n'a été annoncé. Au lieu de cela, le vice-président Mike Pence a déclaré à NBC News que si Kim doit rencontrer Trump, il est «absolument impératif» qu'il remette un plan vérifiable pour divulguer les sites nucléaires et de missiles, les ouvrir à l'inspection et les démanteler.

De tels ultimatums risquent de produire un retour à des tensions extrêmes dans la péninsule coréenne et de détruire les efforts de la Corée du Sud pour améliorer ses relations avec la Corée du Nord.

Peter Symonds

Article paru d'abord en anglais'WSWS, le 28 novembre 2018

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Peter Symonds](http://wsws.org), wsws.org, 2018

Articles Par : [Peter Symonds](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca